

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU MOIS

La contre-révolution de Constantinople et le triomphe des jeunes Turcs.
La situation au Maroc. — Les désordres en Perse.

Paris, le 1^{er} mai 1909.

La contre-révolution et le triomphe des Jeunes-Turcs. — Il est écrit que l'attention de l'Europe ne pourra pas se détourner de l'Orient. A peine le conflit austro-serbe et la question de la reconnaissance bulgare sont-ils réglés que la Turquie fait de nouveau parler d'elle. De très graves événements, une contre-révolution se produisent à Constantinople et aboutissent à la conquête de la capitale par les troupes macédoniennes, à la victoire plus complète que jamais des Jeunes-Turcs, à la dictature militaire et au détronement du Sultan.

La révolution de juillet dernier fut l'œuvre exclusive de l'armée, et de l'armée macédonienne. Le Sultan, confondu par la soudaineté du coup, céda sur-le-champ à l'ultimatum des Jeunes-Turcs et se déclara prêt à subir leurs exigences. On proclama la Constitution, on nomma un Parlement, où les Jeunes-Turcs avaient la majorité sans doute, mais où ils comptaient aussi des opposants. Il fallait bien qu'il y eût une opposition, ne fût-ce que pour se conformer aux bonnes traditions parlementaires.

Même dans nos pays occidentaux, où les traditions parlementaires sont déjà anciennes, on ne peut pas dire que le Parlement fasse toujours de bonne et rapide besogne. En Turquie, l'énormité de la tâche et l'inexpérience des députés n'expliquent que trop l'impuissance relative dans laquelle la Chambre se débattait. Il se produisait parmi ses membres de vives discussions, des polémiques de presse: le directeur d'une feuille d'opposition, le *Serbesti*, fut assassiné par des meurtriers inconnus.

Le Sultan qui vouait tous ces réformateurs au diable, les voyait avec joie perdre leurs forces et user leur prestige dans de pareilles rivalités. Leur faiblesse augmentait sa puissance.

Les Jeunes-Turcs avaient commis la faute impardonnable d'installer leur gouvernement à Constantinople, dans une ville pleine

de créatures du Sultan, sans y amener un nombre suffisant de ces soldats à qui ils devaient la victoire. Ils étaient donc dans la capitale comme un état-major privé d'armée. Le Sultan, au contraire, avait une armée, sa garde tout d'abord, qu'on lui avait imprudemment laissée, plusieurs bataillons de Kurdes, d'Arabes et d'Albanais, que l'intérêt même, sinon le loyalisme, attachait étroitement à la personne de leur maître. C'était là comme le noyau de la future résistance, si jamais il prenait à Abdul-Hamid l'envie de résister.

Les chefs des Jeunes-Turcs, les organisateurs de la révolution sont des hommes instruits, façonnés par la culture occidentale, ayant, pour la plupart, étudié et vécu à l'étranger, très désireux, par conséquent, d'*européaniser* le plus rapidement possible leur pays. Ils sont très pressés en besogne, peut-être parce qu'ils sentent qu'il y a énormément à faire. Ils désirent procéder comme procédait Pierre-le-Grand, sans transition, ni ménagement d'aucune sorte. Dans leur ardeur enfiévrée, ils ne s'aperçoivent pas qu'ils froissent, qu'ils choquent très souvent les préjugés les plus tenaces ou les convictions les plus sincères. C'est surtout au point de vue religieux que le contraste est par trop grand entre leur esprit moderniste quelquefois même athée et les croyances du peuple. Les officiers, notamment, laissèrent voir en maintes circonstances un grand dédain des prières et autres cérémonies religieuses. Or, le simple soldat, le paysan d'Asie-Mineure est vraiment resté jusqu'à ce jour un simple, un Musulman tout à fait convaincu. Il était donc on ne plus facile à des personnes habiles d'exploiter le mécontentement que cette attitude des officiers devait nécessairement causer parmi leurs hommes.

Ces personnes-là, elles se trouvent par milliers à Constantinople; les étudiants en théologie, les *softas* y sont très nombreux; si on ajoute à eux, les espions, les mouchards du palais, qui sentaient leur profession très menacée, toute la clientèle qui vivait uniquement d'Yildiz-Kiosk, on voit que l'armée des mécontents, des ennemis du nouveau régime était là toute prête, n'attendant qu'une occasion de marcher.

L'argent, ce nerf des émeutes, le Sultan ou ses satellites le possédaient en abondance. On en fit une distribution copieuse aux soldats, en même temps qu'on se livrait parmi eux à une active propagande, conduite avec cette discrétion et cette maîtrise dans laquelle les Turcs n'ont pas de rivaux.

Depuis quelque temps, le Comité « Union et Progrès » sentait vaguement que son pouvoir était miné par en bas. Le commandant du corps d'armée de Constantinople, pour restaurer la dis-

cipline qui lui semblait un peu relâchée, crut bien faire de rédiger un ordre du jour, à la prussienne, dans lequel il était enjoint aux troupes de tirer au besoin sur les prêtres. Cet ordre du jour fournit l'occasion qu'on cherchait.

Des conciliabules eurent lieu entre les différentes casernes et, le 13 avril, à l'aube, les mutins commandés par un caporal albanais et un membre d'une ligue musulmane, l'*Itihadi Mahammedi*, qui joua un grand rôle dans toute cette révolte, se réunissent près de Sainte-Sophie; ils s'emparent du palais, du Parlement et du bureau télégraphique, coupent les fils, et pour se faire la main, commencent par massacrer deux officiers du Comité « Union et Progrès ». D'autres soldats se joignent à eux et, notamment, un bataillon de chasseurs de Salonique, sur qui le Comité croyait à tort pouvoir compter. Les troupes arrivent de Scutari, de Péra et font cause commune avec les émeutiers: des *softas* (étudiants religieux), et des portefaix, ces mêmes portefaix dont les gourdins accomplirent des merveilles lors du massacre des Arméniens, se joignent aux soldats.

Aussitôt qu'il est informé de la révolte, le général Mahmoud Moukhtar propose de marcher contre les émeutiers avec quelques bataillons demeurés fidèles et d'essayer de les réduire. Mais le grand vizir, Hilmi pacha, pour éviter un conflit sanglant, l'en empêche.

Dès lors, la victoire est aux mutins. Le Parlement, ou plutôt une partie du Parlement, siège sous la menace des baïonnettes. Le président, Ahmed Riza, un des chefs du Comité, se démet de ses fonctions; sa place est prise par le député albanais Ismaïl Kemal, un des principaux membres du parti d'opposition. Une députation est envoyée au palais pour exiger un nouveau ministère; le Sultan nomme Tewfik pacha grand vizir et Edhem Pacha, ministre de la Guerre. La joie des troupes est sans bornes; les soldats se répandent par les rues et tirent en l'air d'innombrables coups de fusil; ils emprisonnent ou massacrent une partie de leurs officiers, ceux qui sortent des écoles militaires et qui sont affiliés à la cause des Jeunes-Turcs.

C'est avec une véritable stupéfaction que l'Europe apprend le coup soudain qui fait perdre la capitale au Comité qu'elle croyait si fort. Le Sultan redevient le maître absolu de Constantinople; tous les chefs des Jeunes-Turcs sont en fuite; le commandant d'un cuirassé qui avait menacé de bombarder Yildiz-Kiosk est traîné par son équipage sous les fenêtres du Palais et impitoyablement massacré.

Nous sommes, nous autres Français, instinctivement portés à

croire que lorsqu'une capitale accomplit un coup d'Etat, et surtout un coup d'Etat dont le succès est si complet, la province doit s'y soumettre nécessairement. Les choses se sont toujours passées de la sorte, chez nous. Mais l'on s'aperçoit alors que Constantinople n'est plus qu'en apparence, la capitale de la Turquie. La vraie capitale, c'est Salonique, berceau et soutien de la révolution. Les hommes de Salonique, de rudes hommes s'il en fût, décident, dès la première heure, que, bien loin de se soumettre, ils vont marcher aussitôt sur Constantinople, pour y écraser à tout jamais la révolte. Ils n'ont pas un instant d'hésitation et de désespoir. Les civils et les officiers fraternisent; le corps d'armée de Salonique paraît prêt à entrer en campagne; celui d'Andrinople suit son exemple. Enver-bey, un des héros de la révolution, qui se trouve à Berlin, annonce son départ pour la Macédoine et la défaite prochaine des contre-révolutionnaires. On prend tout d'abord ses propos pour de la jactance, tant ils paraissent follement confiants. Mais la suite prouve assez que cette confiance est légitimé.

Les Jeunes-Turcs ne perdent pas une minute; ils ne s'attardent pas en palabres ou en négociations. Il ne s'agit pas de négocier, mais de frapper et de frapper promptement. Les premiers trains militaires partent de Salonique; quatre jours après l'émeute, la concentration des troupes macédoniennes commence à s'opérer à Tchataldja, qui ne se trouve qu'à une étape de Constantinople.

Vraiment, on ne s'émerveillera jamais assez des extraordinaires qualités de vigueur et de décision dont les officiers jeunes-turcs firent preuve en ces circonstances. Aucun désordre, aucun affolement. La mobilisation, la concentration s'opèrent dans des conditions admirables. La rapidité des assaillants déconcerte les gens de la capitale. La garnison paraît déjà démoralisée, épouvantée, absolument incapable de toute résistance.

Cependant, de jour en jour, arrivent de nouveaux bataillons. Les Jeunes-Turcs, comme les Japonais en Mandchourie, tiennent à n'agir qu'à coup sûr. Leurs officiers ont conscience que l'Europe entière et surtout la Bulgarie les observent attentivement; ils veulent montrer à l'Europe et aux Bulgares qu'ils savent aussi bien que personne leur métier, qu'ils ont bien profité des leçons que leur ont données les plus savants professeurs de l'étranger. Ils procèdent à l'investissement de Constantinople selon toutes les règles de l'art.

Ils se rapprochent de plus en plus des murs; ils cernent complètement la capitale et quand leurs forces leur paraissent enfin

suffisantes, le 24 avril, bien avant le jour, ils effectuent leur entrée.

Quelques casernes, celle du Taxim notamment, au cœur même de Péra, offrent une certaine résistance; pour les réduire, il faut employer la fusillade et le canon. Mais cette résistance est disséminée, éparpillée, sans aucune cohésion. La garde impériale massée autour d'Yildiz-Kiosk, dont Abdul-Hamid avait fait un véritable camp retranché, pouvait tenir en échec les assaillants. Seulement, il aurait fallu pour cela que le Sultan en prit courageusement la tête. Or, le courage n'a jamais été la qualité maîtresse du Sultan. Apeuré, tremblant, parmi ses eunuques et ses femmes, il ne sut ni se défendre, ni fuir. Il se montra plus lâche encore qu'on n'aurait pu le supposer. Ses gardes se rendirent aux soldats macédoniens qui devinrent ainsi maîtres de la capitale et du souverain.

Quel sort allait-on faire à ce dernier ? Pendant plusieurs jours cette question fut en suspens.

Puis, l'Europe apprit que l'inévitable allait s'accomplir: Abdul Hamid était le grand vaincu dans cette affaire; la loi de la guerre devait fatalement suivre son cours, on consentait, pour l'instant, tout au moins, à lui laisser la vie à laquelle il tient tant. Mais on lui prenait son trône.

Les chefs du Comité parurent hésiter quelques jours parce que, en réalité, ils tenaient, avant de déposer le Sultan, à prendre toutes les précautions nécessaires. Dans la ville même, l'état de siège fut proclamé par Mahmoud Chevket pacha, général en chef des troupes macédoniennes. Les mutins furent mis dans l'impossibilité de nuire, quelques-uns des chefs fusillés; les soldats déportés dans les garnisons lointaines de Macédoine où il leur sera bien difficile de se révolter désormais; on fit la chasse aux fanatiques qui avaient poussé à l'émeute du 13 dernier. Le gouvernement s'occupa aussi de rétablir l'ordre qui avait été assez gravement troublé en plusieurs points de l'Asie-Mineure.

Quand il eut, de la sorte, raffermi son autorité, le 27 avril, l'Assemblée nationale ramenée victorieusement par les baïonnettes macédoniennes, de San Stéfano, dans la capitale, se réunit dans son local ordinaire à Stamboul, sous la présidence de Saïd pacha. On donna lecture du *fetva* (arrêt de déposition du cheik-ul-islam). Ce document religieux était rédigé dans les meilleures traditions du style oriental et sans que la couleur locale y perdit rien. Tous les crimes du Sultan étaient rappelés là : les mas-

sacres, la corruption éhontée qui marquèrent son règne ainsi que la destruction des livres sacrés. Il est assez curieux de trouver ce dernier grief dans la bouche des Jeunes-Turcs, qui ne se piquent pas, on le sait, d'un respect exagéré pour la religion. Mais, n'oublions pas que le fetva est rendu par le plus grand personnage religieux de la contrée et qu'il est destiné à produire son effet sur l'esprit des masses populaires restées profondément croyantes. C'est, en quelque sorte, la divinité elle-même qui, par l'intermédiaire de son représentant, délève le peuple de l'obéissance religieuse qu'il devait à son souverain.

La question fut alors posée à l'Assemblée si, dans ces circonstances, on devait laisser le Sultan abdiquer volontairement, ou bien, au contraire, le déposer. L'Assemblée, à l'unanimité, vota la déposition. Une députation se rendit immédiatement à Yildiz-Kiosk pour notifier cette décision au Sultan déchu. Elle le trouva pâle, défait, rempli d'une terreur abjecte et n'implorant des députés qu'une chose: qu'on ne lui enlevât pas la vie. Le frère du Sultan, Rechad effendi, fut proclamé à sa place sous le nom de Mohammed V.

C'est un vieillard de 64 ans, qui vient de s'éveiller à la vie ces mois derniers seulement, Abdul-Hamid, plein de défiance envers tous et plus particulièrement envers l'homme qui devait lui succéder, le tenait enfermé dans son palais, soumis à l'espionnage le plus rigoureux, privé de toute communication avec le reste du monde, dans l'impossibilité absolue de développer son intelligence, son expérience, sa personnalité. Tel est le nouveau souverain, le Commandeur des Croyants qui, sous la tutelle étroite des Jeunes-Turcs, est appelé à gouverner en apparence l'Empire ottoman.

C'est, en fait, une dictature militaire qui tient le pouvoir et qui le gardera longtemps encore. Les Jeunes-Turcs, instruit par l'expérience, ne sont pas prêts à recommencer les erreurs passées, à émietter, à énerver leurs forces matérielles sous couleur de parlementarisme. Ils conserveront, du régime parlementaire, le dehors, parce qu'il faut bien, après tout, se conformer à la mode du temps; mais, c'est un Comité dictatorial qui prendra les décisions importantes et qui les fera, par la force, appliquer.

Une de ses premières décisions fut d'éloigner Abdul-Hamid de Constantinople. On alla le tirer d'Yildiz-Kiosk, dans la nuit, et son train impérial, qu'il avait fait construire à grand luxe et dans lequel il n'avait jamais eu le courage de monter l'emporta vers Salonique. On a loué pour lui, la villa d'un Italien, et c'est là qu'il va résider sous la surveillance immédiate et sévère du Comité.

Telle fut cette crise qui laisse finalement les Jeunes-Turcs plus puissants qu'ils ne l'avaient jamais été. Elle a montré, et c'est là l'observation qu'importe tout d'abord, que l'armée dont ils disposent est composée de soldats courageux, de chefs aussi énergiques qu'intelligents. Cette armée demeure une très grande force; elle n'a rien perdu des admirables qualités qui firent sa gloire dans le passé; elle a, de plus qu'autrefois, des officiers instruits à l'européenne qui ne sont nullement inférieurs aux meilleurs officiers des autres pays. Il est désormais difficile à tout esprit raisonnable et clairvoyant de mettre en doute la valeur de cette armée. Et l'on peut être sûr qu'elle se battra contre les ennemis du dehors bien mieux encore qu'elle ne s'est battue contre ceux du dedans. Les trouble-fête, les fauteurs de désordres, y regarderont sans doute à deux fois avant de s'amuser à la provoquer. On peut dire tout ce qu'on voudra de *l'homme malade*, il n'en reste pas moins que cet homme malade possède, en grand nombre, des soldats qui se portent fort bien.

Le malheur c'est qu'en dehors de l'armée, il n'y a plus rien ou presque. Le nouveau régime, fondé uniquement par les militaires, devra continuer à vivre avec le seul appui des militaires.

La question qui se pose maintenant est de savoir comment ce pouvoir militaire va réussir à fonder un gouvernement normal et régulier. La tâche qui s'offre à lui est véritablement effrayante. Il lui faut organiser, européeniser la Turquie; il lui faut faire de cet Empire plus qu'à moitié asiatique, une nation européenne. Des difficultés de toutes sortes se présentent à lui; il a à compter avec le fanatisme de ses propres sujets, cet état d'esprit fortifié par plusieurs siècles et qui fait que, quoi qu'on dise, un vrai musulman ne consentira jamais à regarder comme son égal un chrétien. Il a à compter aussi avec le mauvais esprit de ses sujets chrétiens, les terribles rivalités de race qui ont déjà plus d'une fois ensanglanté la Macédoine et qui pourraient bien l'ensanglanter à nouveau. Ce n'est pas une œuvre facile que celle qui consiste à faire vivre dans le même Empire et sous la même loi l'Albanais et le Kurde, le Grec, le Bulgare ou le Roumain avec le Bédouin du désert. En matière administrative, financière, etc., presque tout est à créer.

Ce sont là des difficultés du dedans; les périls du dehors ne sont pas moins grands. Un nouveau royaume, plein de force et surtout d'espérance, peuplé par des hommes laborieux et résolus, ayant à sa tête un souverain qui s'est révélé récemment comme l'un des plus habiles diplomates de l'Europe, vient de se constituer sur la frontière de la Turquie. Cette « marche » bulgare

surveillance d'un œil attentif les événements dont la Turquie et surtout la Macédoine, sont le théâtre. Son roi exige qu'on l'appelle non point roi de Bulgarie, mais *roi des Bulgares*, comme pour indiquer nettement qu'il reste encore beaucoup de Bulgares, trop de Bulgares en dehors de la Bulgarie.

Ce n'est pas tout. L'autre voisine, la grande voisine de la Turquie, l'Autriche, n'a pas eu depuis fort longtemps une politique aussi énergique et aussi entreprenante. Avec un homme comme le baron d'Ærenthal, ayant la pleine confiance de l'archiduc héritier, l'empereur de demain, soutenu comme il l'est par l'Allemagne, on peut être sûr que si la Turquie fournissait à l'étranger la moindre occasion d'intervenir, cette occasion-là serait saisie avec joie. Le bloc germano-autrichien est plus solide qu'il ne l'a jamais été ; poussée par l'Allemagne, l'Autriche se met à augmenter sa flotte dans d'extraordinaires proportions. Elle agrandit ainsi considérablement la puissance dont elle pourra disposer. Jusqu'ici, l'escadre anglaise de la Méditerranée qui se tient dans les eaux de Malte, pouvait toujours arriver la première en vue de Constantinople. Mais, bientôt, les cuirassés britanniques, dont le nombre a d'ailleurs, été de beaucoup réduit par le nouveau plan de l'amirauté (on sait que ce plan consiste à concentrer dans la Manche et la Mer du Nord, la presque totalité des forces navales de l'Angleterre), ces cuirassés, trouveront prochainement devant eux les bateaux autrichiens.

Il y a donc, d'un côté, l'incertitude dans laquelle on est sur les destinées de la Turquie ; de l'autre, des puissances voisines, qui sont prêtes matériellement et moralement à profiter de toutes les tentations que la Turquie, si elle se désorganisait tant soit peu, pourrait leur offrir. C'est là, il faut en convenir, un état de choses assez inquiétant ; il impose aux puissances de la triple entente, l'obligation stricte de se tenir sur leurs gardes, de surveiller attentivement la situation ; et, surtout, car c'est là la chose la plus importante, d'augmenter, elles aussi, leur puissance militaire. La réorganisation de l'armée russe à la suite des défaites de Mandchourie, ne va pas sans une certaine lenteur. Or, les Russes viennent d'éprouver, à leurs dépens, ce qu'il en coûte de ne pas être prêts à la guerre. L'humiliation qu'ils ont ressentie le mois dernier, lorsqu'ils furent obligés de céder à l'injonction brutale de l'Allemagne est exactement pareille à celle qui nous fut infligée en 1905 lorsque, par la faute criminelle du ministère Combes, notre situation militaire ne nous permettait pas de résister aux menaces germaniques.

Quant à la France, elle a, plus encore que la Russie, l'obliga-

tion d'être prête à tout. Son armée se trouve actuellement dans une assez bonne condition, quoique, à cet égard, des réformes urgentes s'imposent, de l'avis des gens compétents, notamment, la réfection du fusil de guerre. Mais, sa marine n'a jamais été dans une situation plus lamentable. Pas un jour ne se passe sans que les journaux ne soient pleins des plus navrants détails sur le désordre et l'incurie, de l'administration, la paresse et la routine des arsenaux, l'indiscipline et la mutinerie des équipages. Si, en présence d'un tel état de choses, le pays ne se ressaisit pas, si l'opinion publique est assez lâche, assez veule pour ne pas exiger impérieusement qu'un tel état de choses prenne fin, c'est que vraiment nous sommes tombés bien bas. On nomme, après tant d'autres, une nouvelle Commission d'enquête; cette Commission-là, fait beaucoup de bruit; elle en fait même, à mon sens un peu trop; nous l'attendons à l'œuvre; c'est par les résultats, par les seuls résultats que nous la jugerons.

*
* *

La situation au Maroc. — L'anarchie marocaine qui paraissait un instant suspendue par le succès de Moulay Hafid, recommence de plus belle. L'anarchie est, d'ailleurs, on le sait, l'état normal de ce pays. Le prestige du nouveau Sultan diminue de jour en jour. Le 17 avril, son armée engagea un conflit avec des tribus berbères et fut absolument battue. La population de Fez, qui est toujours d'esprit frondeur, verrait avec le plus grand plaisir la défaite du souverain. Moulay Hafid est maintenant arrivé au point de faiblesse où se trouvait son prédécesseur Moulay Abd-el-Aziz.

Au demeurant, que ce soit lui ou un autre qui règne, la situation ne change guère pour nous; sur les résultats obtenus par la mission que M. Regnault accomplissait naguère à Fez, le gouvernement tient à garder le mystère le plus absolu. On refuse de communiquer aucun renseignement précis et nos diplomates, quand on leur parle du Maroc, n'ont pas un bœuf, mais un troupeau de bœufs sur leur langue.

*
* *

Les désordres en Perse. — La chose peut paraître extraordinaire, invraisemblable, mais il existe un pays au monde plus trou-

blé, plus anarchique encore que le Maroc, c'est la Perse. La plus grande ville du Nord, Tauris, non loin de la frontière caucasienne, est, depuis de longs mois, à l'état d'insurrection ouverte.

Un chef montagnard, de caractère audacieux et résolu, Satar-Khan, tient en échec les forces envoyées contre lui par le shah.

Ces dernières semaines, la situation des insurgés nationalistes était devenue désespérée. C'est alors que Satar-Khan fit savoir que, si on le poussait à bout, plutôt que de mourir de faim ou de se laisser féroce ment massacrer, lui et ses soldats, il n'hésiterait pas à exercer des représailles sur les résidents européens afin d'obliger l'Europe, c'est-à-dire en l'espèce la Russie, à intervenir.

Cette menace produisit son effet : sur la démarche pressante des ministres anglais et russes à Téhéran, le souverain consentit à accorder un armistice aux révoltés.

Fort heureusement, l'accord est absolu entre l'Angleterre et la Russie, touchant les affaires persanes. Cet accord vient de se traduire par l'envoi d'une colonne russe qui, partie du Caucase sous les ordres du général Snarski, est à l'heure actuelle, parvenue sous les murs de Tauris, où elle aura le devoir de rétablir l'ordre et de protéger la vie des Européens.

Dans le Sud, à Bender-Bouchir, sur la côte du golfe Persique, les Anglais ont été obligés naguère à une intervention analogue afin de protéger leurs nationaux. Voilà donc la Perse attaquée à la fois par en haut et par en bas. A l'intérieur, le soulèvement nationaliste ne cesse de gagner du terrain, le shah reste à Téhéran ayant à peine quelques milliers d'hommes pour le défendre.

Force lui sera donc de céder aux exigences de son peuple et de rétablir le Parlement et la constitution.

RAYMOND RECOULY.